

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE ■ ANCIENS D'OXFORD ■ ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS ■ ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR ■ ASSOCIATION DES SCIENCES PO ■ ASSOCIATION DES AUDITEURS DU CENTRE DES HAUTES ÉTUDES DE L'ARMEMENT ■ ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) ■ ASSOCIATION DES DIPLOMÉS DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE ■ ASSOCIATION DES CENTRALIENS ■ ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES ■ ASSOCIATION DES DIPLOMÉS DE L'ESSEC ■ INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) ■ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE ■ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE ■ INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) ■ INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE ■ SAINT-CYRIENNE ■ ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLOMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Site Internet : geo2000.org

N° 78 – JUIN 2012

Editorial

SOMMAIRE

P.1

EDITORIAL

P.2

« LA GESTION DES CRISES EN AFRIQUE :
ÉVOLUTION OU CONTINUITÉ ? »
GÉNÉRAL D'ARMÉE BERNARD THORETTE

P.5

« LES RÉVOLUTIONS ARABES :
PERSPECTIVES ET RÉALITÉS »
MATHIEU GUIDÈRE, PROFESSEUR
D'ISLAMOLOGIE ET PENSÉE ARABE

P.8

« SORTIR DE LA CRISE : QUELLES
SOLUTIONS ? »
JEAN-HERVÉ LORENZI, PRÉSIDENT DU
CERCLE DES ÉCONOMISTES

Contenu de la prochaine Lettre de Géostratégies 2000 (n°79)

« Les enjeux navals du Pacifique
Vice Amiral Jean-Louis VICHOT
Ancien commandant en chef des
forces du Pacifique

« Où va la Syrie : entre révolte et
guerre civile ? »
Joseph BAHOUT

« L'islam de France dans la
république laïque »
Gille KEPEL

Agenda :

Prochaine réunion 5 juillet 2012 au
Sénat.

« Peut-on sauver l'Europe ? »
Avec Thomas PIKETTY
Directeur d'Études à l'EHESS

Le philosophe Alain disait, dans sa grande sagesse, « à s'informer de tout on ne sait jamais rien » et c'est ainsi qu'animés par le simple souci d'être en conformité avec sa pensée nous avons interrompu durant quelques mois la diffusion de notre Lettre d'information.

Beaucoup plus sérieusement nous tenons à nous excuser de l'envoi tardif de la Lettre 78 dû à des soucis techniques.

Elle vous permettra de revenir sur nos trois derniers petits-déjeuners-débats de l'année 2011 dont les invités étaient : le Général d'Armée Bernard Thorette, Monsieur Mathieu Guidère, professeur d'islamologie et de pensée arabe et enfin Monsieur Jean-Hervé Lorenzi, Président du Cercle des Economistes.

Chacun d'eux aura abordé au final une dimension particulière des crises auxquelles le monde est confronté, les crises politiques africaines et l'espoir jamais abandonné qu'un processus démocratique puisse y mettre un terme, la crise que connaît l'Islam qui va devoir évoluer afin de pouvoir répondre aux espoirs de modernité et de progrès de ceux qui ont fait chanceler les régimes oppressants et corrompus qui les gouvernaient depuis des décennies.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et vous informons que la Lettre 79 ne devrait plus tarder à vous être adressée reprenant les comptes-rendus des débats suivants : « Les enjeux navals du Pacifique » avec le Vice Amiral Jean-Louis Vichot, ancien commandant en chef des forces du Pacifique, (janvier 2012) « Où va la Syrie ? Entre révolte et guerre civile » avec M. Joseph Bahout (mars 2012) « L'islam de France dans la république laïque » avec Monsieur Gilles Kepel (mai 2012).

Nous espérons vous voir nombreux à nos prochains petits-déjeuners débats dont l'agenda vous sera communiqué ultérieurement.

Paul Rechter
Vice-président de Géostratégies 2000

« LA GESTION DES CRISES EN AFRIQUE : EVOLUTION OU CONTINUITÉ ? »

Avec le Général d'Armée Bernard THORETTE

Le mercredi 11 mai 2011, Géostratégies 2000 a reçu dans les salons du Sénat, le Général d'Armée Bernard Thorette, venu broser un tableau assez mitigé de la situation en Afrique. Ancien chef d'Etat Major de l'Armée de Terre, il a fait le point sur les différentes crises en cours et sur leurs causes, insistant tout particulièrement sur le désengagement militaire des puissances occidentales, avec un bémol pour la France, encore très impliquée sur le continent. S'il n'a pas sous-estimé les nombreuses difficultés qui entravent souvent une paix durable et un essor économique, il a aussi attiré notre attention sur des signaux encourageants, peut-être les prémices d'une démocratie à l'africaine.

Avant de se lancer dans le vif du sujet, le Général Thorette tient à rappeler quelques vérités. Certains clichés troublent ce concept de « crise en Afrique », l'arrière-plan colonial est toujours présent. Il faut évoquer l'avenir en termes de « France-Afrique » ou d'« Europe-Afrique », souligne-t-il. Qu'est-ce qu'une crise ? C'est un moment de tension qui met en jeu les intérêts fondamentaux de deux ou plusieurs acteurs, l'équilibre des forces est exacerbé et cela peut déboucher sur une rupture. Une crise peut s'éterniser, comme en Palestine, ou avoir différentes origines. Elles peuvent être alimentaires (Ethiopie, Soudan, Darfour...); humanitaires (Rwanda), environnementales (déforestation, accès difficiles aux points d'eau, jusqu'à 25kms à pied matin et soir, au Tchad), sécuritaires, politiques (Côte d'Ivoire). Dans tous les cas, elles se greffent sur un terreau et naissent d'éléments circonstanciels, explique-t-il., avant d'analyser les tendances lourdes.

DES EQUILIBRES TRES FRAGILES

Elles sont d'ordre historique et géographique, liées aux frontières. La plupart d'entre elles ont été délimitées lors de la Conférence de Berlin en 1884, les colonisateurs ont établi leurs zones d'influence, basées sur le relief et les fleuves. Mais cela a créé des Etats hétérogènes, où se sont perpétuées des rivalités ancestrales et ethniques. La Côte d'Ivoire en est un exemple. Le Nord est désertique, nomade et musulman, alors que le Sud est cultivé, chrétien et plus riche en terres agricoles. On retrouve aussi cette dualité au Tchad. Au Nigéria, avec une forte opposition entre chrétiens et musulmans. D'autres facteurs interviennent, comme la démographie (sous et sur population, à Douala et Lagos), les grandes migrations, dont le but ultime est d'atteindre les côtes européennes. Le génocide du Rwanda a jeté sur les routes des milliers de réfugiés, dont beaucoup ont péri. De plus, reconnaît-il, l'Afrique souffre d'une mauvaise gouvernance chronique. Les peuples aspirent à plus de démocratie, réclament des libertés, mais

les entraves perdurent. Les matières premières attirent les prédateurs locaux et internationaux (comme la Chine), prêts à tout. La République populaire du Congo, le Libéria ou encore le Sierra Leone sont véritablement pillés. Tous ces enjeux de nature stratégique s'enchevêtrent, et parfois s'aggravent. Et lorsque le contexte évolue, alors tout peut exploser.

Cette déstabilisation peut être causée par un refus de l'alternance démocratique (Côte d'Ivoire), par des menaces importées (terrorisme au Sahel), des éléments climatiques (sécheresse, famine...), des conflits ethniques et religieux qui refont surface, note le Général Thorette, avant de s'interroger sur les acteurs de ces crises. Bien sûr, il y a les populations, qui sont le plus souvent des victimes de génocides, d'épuration, de migrations de la faim... La continuité de ces « plaies » est effrayante et ne va pas diminuer, puisqu'en 2050, on dénombre 2 milliards d'Africains sur la planète. Il y a aussi les Etats, le plus souvent faillis ou effondrés. Ils sont dans l'incapacité d'assurer leurs fonctions régaliennes (sécurité, justice, respect des droits à la santé et à l'éducation). La Somalie en est un exemple, avec tous les extrémismes que cela peut engendrer. Le Centrafrique, aussi, stable dans son incurie... Heureusement, des pays comme le Ghana et l'Afrique du Sud commencent à trouver un certain équilibre, se réjouit-il. Aux côtés des organisations internationales (Nations Unies, Union Européenne), interrégionales (OUA) et des ONG, des groupes armés se développent, notamment à la frontière du Niger et du Mali) et aggravent les tensions.

UNE NOUVELLE DONNE DIPLOMATIQUE

Pour ce qui est des acteurs extérieurs, la France est la seule des anciennes grandes puissances coloniales à continuer à se préoccuper de la gestion de ces crises. La politique d'intervention est une tradition. Les intérêts économiques et politiques, les expatriés présents en grand nombre

n'expliquent pas tout. La situation globale plaide en faveur d'un désengagement. Le milieu naturel est très défavorisé, très éclaté (diversité des langues et des cultures), l'insécurité alimentaire domine, l'éducation est insuffisante, aucun circuit commercial interrégional n'a pu être mis sur pied et le trafic illicite prospère (la drogue de l'Amérique Latine transite par l'Afrique avant d'arriver en Europe), les transferts financiers des migrants s'amenuisent, le PNB chute depuis le début des années 80, excepté quelques zones à forte croissance. L'Afrique est aussi le théâtre de nouvelles ambitions, de la part de la Chine, très agressive, qui sera déstabilisatrice, avertit le Général Thorette, qui déplore également le fait que la jeunesse africaine soit autant négligée par nos démocraties (refus de visas...). Elle survit grâce à l'économie informelle, elle est riche de son enthousiasme. Tous les ferments sont là pour une révolution, comme dans le monde arabe, mais bizarrement, la léthargie l'emporte pour le moment, observe le Général Thorette, avant de se pencher sur la façon dont sont gérées les crises.

Depuis Fachoda en 1898, lorsque la France a dû céder à la pression diplomatique et militaire britannique, et abandonner au Général Kitchener cette ville du Soudan, conquise par l'expédition Marchand, les luttes d'influence n'ont jamais vraiment cessé. L'Ogaden, le Mozambique, l'Angola ont connu des conflits meurtriers, mais, progressivement, le rôle volontariste des grandes puissances a disparu, elles n'ont plus assez de poids et ne cachent plus leur désir de se retirer. Elles passent le relais aux organisations internationales et régionales, de plus en plus impliquées. Au Darfour, par exemple, c'est l'Union Européenne qui est intervenue à partir de 2006. Parfois, on assiste à une transition démocratique réussie, sans intervention extérieure (Niger, Guinée, Mauritanie). Le Cameroun et le Nigéria, qui revendiquaient tous deux une île riche en pétrole, ont pu régler ce différend grâce à des négociations. Quant à la Côte d'Ivoire, est-ce le début d'une ère nouvelle ? Toujours est-il que pour la première fois, un Président élu prend le pouvoir alors que le sortant le conteste, remarque le Général Thorette. Cette révolution laissera des traces, elle aura valeur de jurisprudence. Par ailleurs, la mort de Ben Laden devrait restreindre la présence étrangère au Sahel et limiter les actions terroristes, conclut le Général, qui, en dépit des aléas, reste confiant dans le potentiel et le dynamisme de l'Afrique

Suite à cet exposé très complet et détaillé, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé le débat, moment d'échanges très intéressants.

Jean-Louis Pierrel (Responsable Relations universitaires IBM France ; Secrétaire Général Adjoint G2000) : *L'armée française a-t-elle encore la possibilité d'intervenir en Afrique, et si oui, à combien d'endroits à la fois ?*

Absolument. Elle est actuellement présente en Côte d'Ivoire, en Lybie et en Afghanistan, avec 3500 hommes. Elle sait projeter ses hommes sur les terrains d'intervention, mais la volonté politique doit suivre.

Pierre-Louis Cavoleau (Analyste Industriel et Géopolitique ECTI) : *Le principe d'intangibilité des frontières est-il un dogme que l'on ne peut pas remettre en cause ? Ou une reconfiguration est-elle possible ?*

Globalement, ce principe ne peut évoluer. Toutefois, au Sud Soudan, l'autonomie a été acceptée, et cela devrait conduire à l'indépendance. Jusqu'à présent, les parties en présence semblent d'accord. Mais, cela reste une exception. D'ailleurs, dans la Charte de l'OUA, les pays africains s'engagent à ne pas remettre en cause les frontières. Il faut s'accommoder de l'existant.

Eric Verstraete (Directeur Financier Développement – Bouygues Travaux Publics) : *L'arrivée massive d'entreprises chinoises en Afrique Noire, n'est-elle pas un facteur de déstabilisation à la fois économique, social et géopolitique ?*

A terme, cela pourrait le devenir. Actuellement, il n'y a pas de risque, car les Chinois amènent des subsides, une respiration économique et financière. Ce sont des acteurs dynamiques. Toutefois, la main d'œuvre africaine n'est pas employée et les matières premières sont exportées sans retour. Donc, oui, à terme, cela est préoccupant.

En République populaire du Congo, d'importantes richesses partent sans contrôle. En retour, il n'y a aucun investissement productif. On peut parler de pillage dévastateur.

Thierry Leroy (Conseiller d'Etat) : *Comment est perçue, par les Africains, la présence militaire française et l'intervention en Côte d'Ivoire ?*

C'est un héritage de l'histoire, la concrétisation d'accords de défense. La perception diffère selon les pays. Au Centrafrique, lorsqu'elle était massive, elle était la bienvenue, c'était un facteur de richesse. Au Tchad, c'est un gage de stabilité, et pour nous, c'est un terrain d'action exceptionnel. En Côte d'Ivoire, les militaires français ont donné un coup de pouce à la démocratie, mais cette politique agace la jeunesse africaine, qui la rejette.

Toutefois, ce sentiment est loin d'être partagé par

l'ensemble de la population. La France a été un facteur de stabilisation dans le règlement, mais désormais, elle doit quitter le pays militairement. Nous allons faire de même au Sénégal. Au Gabon, rien n'est décidé mais nous ne sommes pas très populaires. Djibouti souhaite que l'on reste, car c'est très rémunérateur. C'est donc une approche en demi-teinte, chaque Etat n'obéit pas à la même logique.

Eric Bleines (Directeur Général Adjoint – CCR AM) : *Quel est le paysage actuel du terrorisme en Afrique ?*

C'est un terrorisme importé. L'Africain n'est pas naturellement terroriste. Il se développe dans une frange du Sahel, se greffe sur des Etats faibles, des zones tribales (comme les Touaregs) en conflit contre toute autorité. Cependant, les terroristes rencontrent des difficultés pour exporter leurs actions vers le Sud.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Quelles sont les relations de l'Afrique Noire avec l'Afrique du Sud, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord ?*

Avec l'Afrique du Sud, certains espoirs ont été déçus. Elle n'a pas réussi à tenir le rôle de puissance régionale à l'échelle africaine. Toutefois, elle fournit 30% des détachements africains aux organisations régionales et arrive en dixième position comme contributeur aux forces de l'ONU dans le monde. Puissance économique et démographique émergente, elle a encore beaucoup de problèmes internes à régler.

Avec le monde arabe, il existe des liens historiques. Il y a toujours eu un courant commercial, au départ, alimenté par les esclaves noirs. Mais, actuellement, il n'y a quasiment plus de contacts, sauf avec la Lybie, qui par le biais du Tchad, est enracinée au cœur de l'Afrique.

Tout semble réuni pour que les révolutions arabes essaient en Afrique, et pourtant, rien ne se passe. Pourquoi le Cameroun, qui présente de nombreuses similitudes avec la Tunisie, ne suit pas son exemple ? Pour l'instant, il n'y a pas de réponse.

Philippe Mauger (Directeur de la Défense et de la Sécurité – France Télévision) : *Quel est le rôle des ONG ? Ne sont-elles pas le masque des Occidentaux ?*

Pas du tout. Les ONG sont généreuses et naïves et s'engagent sans moyens.

Malika Sorel-Sutter (Haut Conseil à l'Intégration) : *Que pensez-vous du projet de l'Union pour la Méditerranée. Ne va-t-il pas inciter*

le Maghreb à se tourner vers l'Europe au lieu de s'investir en Afrique Noire ?

Je n'ai jamais cru à ce projet. Il est mort, lorsque sous la pression de l'Allemagne, il a été admis que tous les pays du pourtour méditerranéen en feraient partie. Cela n'aboutira à rien.

Le processus de Barcelone, union entre cinq pays du Nord de la Méditerranée et cinq pays du Sud est dans l'oubli. Et cela n'aidera pas à renforcer les liens avec l'Afrique Noire.

Paul Rechter (Directeur Exécutif Publicis France. Vice Président G200) : *Qu'en est-il de la République Démocratique du Congo ?*

C'est un héritage de la Conférence de Berlin, qui l'a quasiment donné à la Belgique et à son roi. C'est une création artificielle. C'est un pays gigantesque, très riche, éclaté (avec le Katanga qui a voulu faire sécession). Trop de prédateurs le pillent en toute impunité. L'autorité dictatoriale de Mobutu maintenait un semblant d'ordre, dans ce qui était alors le Zaïre. Maintenant, cet Etat est ingouvernable, le pouvoir est uniquement fictif à Kinshasa.

Thierry Le Roy (Conseiller d'Etat) : *Comment analysez-vous la situation intérieure en Syrie ?*

Bachar Al Assad est en train de creuser sa tombe. Son pouvoir était autocratique, mais il avait des vertus. Les dérives actuelles avec les répressions sanglantes le conduiront à sa perte. Certes, son père, dans les années 70, a stoppé la révolution à Alep au prix de 30 000 tués. Mais, le contexte a changé. Ce pays présentait une certaine forme de démocratie, il est basé sur la laïcité, avec de bonnes relations entre les différentes religions. Les Syriens sont un peuple d'intellectuels, très divers. Ils avaient accepté que les Alaouites, pourtant minoritaires, soit reconnus comme fédérateurs. Maintenant, tout est remis en question. L'ordre ancien n'y survivra pas. Il y a un risque de chaos, de retour des Frères Musulmans.

Hassan Saoudi : Colonel de Gendarmerie Royale (Maroc) ER) : *AQMI ne risque-t-elle pas de porter la menace terroriste vers le Sud de l'Afrique, où il y a des musulmans ?*

L'islam progresse naturellement vers le Sud. La volonté terroriste n'entre guère en compte. Pourtant, des greffons terroristes peuvent prendre sur certaines parties de la population. Actuellement, nous sommes toujours confrontés à un terrorisme importé.

Raymond Douyère (Président de G2000) : *Vous avez évoqué 2000 langues différentes parlées sur*

le continent africain L'influence linguistique anglophone progresse-t-elle ?

En tout cas, la francophonie n'est pas en perte de vitesse. Le français appartient à la culture africaine. Certes, la culture anglo-saxonne gagne du terrain. Il est plus facile pour les étudiants d'intégrer des universités anglo-saxonnes.

La démocratie africaine doit être voulue et admise par les Africains. Nous ne pouvons exporter notre modèle politique à 100%. Les paramètres sont différents. Une démocratie potentielle à l'Africaine

reste à inventer. Pour l'heure, les exemples du Ghana, et dans une certaine mesure, du Sénégal, sont encourageants.

Marie-Clotilde Hingray
(Propos non revus par les intervenants)

« LES REVOLUTIONS ARABES : PERSPECTIVES ET REALITES »
Avec MATHIEU GUIDERE, PROFESSEUR D'ISLAMOLOGIE ET PENSEE ARABE

Alors qu'un avenir plus démocratique semble se dessiner dans le monde arabe, Géostratégies 2000 a organisé le mardi 27 septembre 2011, dans les salons du Sénat, un petit-déjeuner autour de Mathieu Guidère. Ce professeur des universités, directeur de recherches et auteur de plusieurs ouvrages dont « Le Choc des Révolutions Arabes » a brossé un tableau objectif de ces révolutions. Il nous a éclairé sur leurs causes, leur nature et nous a livré sa réflexion sur les perspectives d'évolution, à court et moyen terme.

Le printemps arabe constitue un tournant stratégique exceptionnel. On n'y décèle aucune similitude avec les révolutions égyptienne et algérienne de 1952 et 1954. Ces dernières étaient élitistes et politico-militaires. Cette fois, au contraire, s'enflamme Mathieu Guidère, le mouvement part du bas, le peuple devient un acteur politique. Elles ne suivent aucun modèle pré établi, ce qui peut-être déstabilisateur, pour nous Occidentaux. Il n'y a pas de chef fédérateur clairement identifié, ce qui pose problème pour l'unification des actions et la communication externe. Il n'y a également aucune visibilité, concernant un futur programme politique. L'opposition n'a pas encore présenté de plateforme commune, ni de vision économique, financière et stratégique. Autre spécificité, elles ne revendiquent aucune posture idéologique, anti-impérialiste, anti colonialiste ou anti sioniste. Nous avons affaire à une opposition interne aux régimes en place, à la corruption qui y règne. Cette neutralité bienveillante vis-à-vis de l'Occident est un signe d'espoir, se réjouit Mathieu Guidère, qui insiste également sur le rôle primordial de la jeunesse, jusque là encadrée et opprimée, et qui, grâce aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux, a fait « exploser le volcan ». Elle a fait tomber la peur omniprésente de la police et de

l'armée. Ce verrou psychologique, qui permettait le contrôle, n'existe plus. Des militants aguerris en cybernétique savent comment contourner les procédures et exploiter un Internet subversif. Le lien entre virtualité et réalité s'est imposé. Même les Frères Musulmans ont créé leur propre réseau Facebook et s'en servent pour appeler à des manifestations massives.

DES CONTEXTES NATIONAUX DIFFERENTS

Toutefois, la nature profonde des révolutions varie selon les pays, reconnaît Mathieu Guidère. En Tunisie, elle est à dominante économique. Son but est de mettre fin au clan Ben Ali – Trabelsi, et à tout un système fondé sur la corruption. En Lybie, l'aspect politique prédomine. Les mouvements de rébellion veulent la fin de la dictature de Kadhafi, qui dure depuis 42 ans. Les questions économiques sont secondaires dans un Etat, où il n'y a pas d'émigration, mais de l'immigration. En revanche, on n'assiste à aucune révolution sociale ou culturelle. L'enjeu n'est pas de faire changer les mentalités, comme ce fut le cas en 1968 en France. Les rapports hommes-femmes, surtout sur le plan

sexuel, ne sont pas concernés. Les jeunes se réfèrent aux mêmes valeurs que celles de leurs parents. On observe plutôt une solidarité inter-génération face aux régimes en place. Le courant libéral, porté par des jeunes occidentalisés, reste très marginal.

Au départ, c'est toujours une « étincelle symbolique » qui met le feu aux poudres, souligne Mathieu Guidère. En Tunisie, le jeune marchand de quatre saisons ne s'est pas immolé par le feu à cause de brimades répétées. Il en avait l'habitude. Non, c'est parce que cette fois, c'était une femme qui patrouillait. Il n'a pas supporté qu'elle le gifle et l'humilie publiquement. Il s'est révolté pour sa dignité, son honneur, sa virilité. Un comportement hyper traditionaliste. En Lybie, le processus est similaire. La foule, voyant un homme se faire « traiter comme un chien » se déchaîne et prend le contrôle d'une caserne.

Ces forces sociales sont encadrées par deux grands partis. L'un se bat pour la liberté, la justice, contre les régimes policiers autocratiques. Il est révolutionnaire et très actif dans les rues. L'autre, qui défend l'ordre, la stabilité et la sécurité, est anti-révolutionnaire. Il est très puissant, majoritaire partout, laissant une faible marge de manœuvre aux autres tendances.

En Tunisie et au Maroc, ils s'accordent sur leurs objectifs, à savoir la fin de la corruption. En Lybie aussi, avec l'exigence de la chute de Kadhafi. En Jordanie et au Maroc, c'est plus complexe. On réclame l'arrêt de la corruption, mais pas la chute du roi. Le gouvernement accorde des réformes institutionnelles, mais ce n'est pas une priorité pour la rue, donc les troubles se poursuivent.

UNE OPPORTUNITE POUR LES ISLAMISTES ?

La clé de la transition démocratique se cache dans la réponse accordée, explique Mathieu Guidère qui s'interroge aussi sur la place des islamistes. Le réflexe occidental, qui consiste à associer islamiste et terroriste, donc ennemi, doit être banni. Dans cette région du monde, l'islamisme constitue un ancrage essentiel de la population, mêler la religion à l'Etat ne choque pas, au contraire. Jusqu'à présent, les courants islamistes n'ont pas été leaders dans ces révolutions. Tous les groupes, y compris les plus terroristes, comme Al Quaida (qui a envoyé des brigades se battre en Lybie) proclament leur soutien aux insurgés. Toute la question est de savoir s'ils feront ou non partie des prochains gouvernements et avec quel rôle.

En Syrie, la tournure des événements se révèle catastrophique, le régime de Bachar Al Assad suit une logique de guerre médiévale. Mais, partout, le climat reste tendu et fragile. Les occidentaux et notamment la France, ne doivent pas garder leurs postures traditionnelles. Leur position politique, idéologique et militaire doit être pertinente. Ils doivent miser sur la finesse et faire preuve d'une certaine hauteur de vue, conclut Mathieu Guidère.

Mathieu Guidère, qui a su captiver son auditoire, a ensuite répondu aux nombreuses questions qui fusaient. Ce qui a donné lieu à un débat passionné et très enrichissant, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000.

Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat) : Y a-t-il eu des influences extérieures et conjoncturelles qui permettent de mieux cerner ce « printemps arabe » ?

Dans le déclenchement, non. C'est l'effet mimétique qui a été primordial. Dans la conduite, oui. On assiste à un affrontement chiite contre sunnites. Au Bahreïn, l'Iran et l'Arabie Saoudite jouent avec le feu.

L'élection d'Obama, son discours du Caire en juin 2009, avaient engendré un sentiment de sympathie. Mais, depuis, c'est la déception. Les USA défendent à nouveau une position pro Israël très claire.

La guerre contre le terrorisme a eu un impact majeur. Les pays arabes se sont alignés sur l'Occident pour les procédures sécuritaires, mais ils les ont utilisées à l'encontre des libertés individuelles de leurs peuples. Le mécontentement a monté, puis explosé.

Son Excellence François Gouette : Ambassadeur de Libye au Ministère des Affaires Etrangères :

Je tiens à apporter quelques précisions sur les relations de la Libye avec ses voisins. L'Algérie a manifesté son soutien à Kadhafi, certains responsables y ont trouvé refuge. Ce qui n'est pas le cas de l'Egypte, tenue à la neutralité, avec d'autres priorités à gérer. La Tunisie, pour sa part, a accueilli beaucoup de réfugiés libyens de tous bords.

Eric Verstraëte (Directeur Financier Développement – Bouygues Travaux Publics) :

Ne risque-t-on pas un raidissement des positions arabes vers plus de conservatisme et d'intégrisme ? Cela va-t-il poser un problème géostratégique aux Occidentaux ?

Hassane Saoudi (Colonel de Gendarmerie Royale Marocaine) : *Le terme de « menace islamiste » est-il correct ? La crainte occidentale de récupération du printemps arabe est-elle justifiée ?*

Les intégristes réclament l'intégrité. Cette notion peut faire peur aux Occidentaux, et à leurs intérêts économiques et financiers, car ils ont trop cautionné les pratiques de laisser-faire en cours. Ils

doivent désormais changer leur attitude, privilégier la transparence.

Concernant le terrorisme, l'Occident n'est plus une priorité à l'heure actuelle. Les islamistes veulent la chute des régimes en place, mais il sera difficile pour eux de prendre le pouvoir, car ils sont souvent minoritaires et ont déçu dans leurs stratégies.

Toutefois, si les révolutions échouent, il en sortira une organisation terroriste encore plus puissante qu'Al Quaida. C'est un danger qu'il ne faut pas sous-estimer.

Malika Sorel-Sutter (Haut Conseil à l'Intégration) : *Qu'est-ce que la liberté pour les Arabes ?*

L'intervention militaire, qui a fait imploser le régime de Kadhafi, ne va-t-elle pas aussi faire imploser le pays (où existe une organisation tribale, comme en Irak) ?

Le peuple arabe rejette le contrôle omniprésent de la police et des services de renseignement. Il réclame un Etat de droit. La liberté sociale reste très floue. L'arrière-plan culturel est encore dominé par le Coran et les traditions religieuses.

On ne peut négliger le risque tribal en Libye. Dans les négociations en cours, chaque tribu exige une représentation. Cela se joue au rapport de force. Kadhafi a réussi à faire l'unité de la nation libyenne contre lui, il faut l'arrêter le plus vite possible.

Jean-Claude Tourneur (Rédacteur en Chef Revue Enjeux) : *Maintenant que Kadhafi ne le soutient plus, quid du Polisario et du Sahara Occidental ?*

Les Touaregs, qui bénéficiaient du soutien de Kadhafi, sont orphelins. On peut espérer une issue positive à leur rébellion au Mali et au Niger. La donne va changer en Afrique. Kadhafi en avait fait en quelque sorte son terrain de jeu, même si son influence était de plus en plus faible. Il faut espérer que l'Algérie ne reprendra pas le flambeau des Touaregs.

J. Maigrot (Consultant) : *Quelle est votre analyse sur la Syrie ?*

Sur le plan militaire, nous sommes revenus au Moyen Age. Les opposants sont pourchassés, traqués, même en Europe et aux Etats-Unis. C'est inadmissible. Toutefois, le régime bénéficie de relais puissants (comme Israël) Il veut convaincre qu'il est le seul garant de la stabilité et de la cohésion religieuse. Malgré tout, j'ai le sentiment que le peuple syrien ne s'arrêtera pas. La communauté internationale doit faire des propositions, trouver une issue pour ces dictateurs. L'Arabie Saoudite essaie de procurer l'asile à certains réfugiés.

Paul Rechter (Directeur Exécutif Publicis France – Vice Président Géostratégies 2000) :

Quelles répercussions sur les relations avec Israël ?

François-Xavier Martin (Président de Crédit X Mines. Secrétaire Général, Trésorier de Géostratégies 2000) : *Quelle influence sur les Arabes citoyens d'Israël ?*

Nous allons assister à un « printemps palestinien ». Israël continue à se renforcer militairement, mais est-ce la solution ? Comment pourraient-ils réagir contre une manifestation monstre des Palestiniens, appelés sur Facebook à marcher sur Jérusalem ? Tout le monde a intérêt à voir cette région évoluer démocratiquement.

Pour ce qui est des arabes israéliens, ils sont apatrides. Il est normal de voir se développer en leur sein une forte radicalisation.

Marie-Clotilde Hingray
(Propos non revus par les intervenants)

« SORTIR DE LA CRISE : QUELLES SOLUTIONS ? »
Avec Jean-Hervé LORENZI, Président du Cercle des Economistes.

Le mercredi 7 décembre 2011, Jean-Hervé Lorenzi, Président du Cercle des Economistes, était l'invité de Géostratégies 2000, lors d'un petit-déjeuner organisé dans les salons du Sénat.

Ce professeur à l'université Paris Dauphine, titulaire d'une chaire « économie et vieillissement » à la Fondation du Risque, a décortiqué les grandes étapes de la crise que nous subissons depuis 2007, s'attardant sur les derniers rebondissements en date. Un tableau assez sombre, qu'il faut affronter avec imagination et créativité, explique Jean-Hervé Lorenzi, qui met en garde contre une trop grande rigueur et plaide en faveur de perspectives à long terme pour notre société. Une leçon d'optimisme !

Après une période de crise profonde, l'économie mondiale s'est redressée et a connu une croissance très forte et inespérée, de 4,4 points. Malheureusement, nuance d'emblée Jean-Hervé Lorenzi, elle est inégalement répartie et les nations occidentales souffrent du déséquilibre des flux de biens et services avec les pays émergents exportateurs, et doivent accepter un transfert d'activités massives (10 à 12%). Une évolution qui est à l'origine de nos difficultés, affirme M. Lorenzi, exemples à l'appui. Cela a un impact sur la population active employée, qui se retrouve en compétition avec des personnes payées 3 dollars par jour. Par conséquent, entre 2000 et 2007, les heures de travail et le pouvoir d'achat se sont stabilisés, voire ont été orientés à la baisse. Pour relancer la machine, les Etats-Unis ont imaginé un mécanisme hallucinant de crédit au consommateur, qui débouche sur les subprimes et leurs dangereuses dérivées. Or, lorsque la hausse des prix de l'immobilier s'arrête, la bulle explose et entraîne des conséquences dramatiques. En Europe, et plus particulièrement en France, les gouvernements jouent sur les transferts sociaux, pour donner l'impression d'une augmentation du pouvoir d'achat. Mais, cela provoque un endettement massif. En 2007, rappelle M. Lorenzi, les économistes savent que l'endettement privé a atteint un seuil critique. Les premiers chiffres concernant l'endettement en produits toxiques bancaires font état de 40 millions de dollars. Très vite, l'OCDE évoque 250 millions et le FMI 800 millions. En août 2008, le montant officiel est de 4 milliards de dollars.

LES USA ET L'EUROPE TOUCHES DE PLEIN FOUET

Ces déséquilibres sont dus en partie aux bagarres sur les ressources rares (énergie et agro-alimentaire). Fin 2007, les prix du Brent grimpent en flèche, passant de 40 à 100 - 150 dollars en quelques mois. Or, les économistes réagissent avec un temps de retard. Ils ne comprennent pas immédiatement qu'une large partie de la population va ralentir sa consommation, à cause de la flambée de ces produits de base. Carlos Ghosn, le patron de Renault, s'est montré plus visionnaire. Bien avant la faillite symbole de Lehmann Brother, il annonce que l'industrie automobile va s'effondrer,

note M. Lorenzi, qui juge remarquable la stratégie de Jean-Claude Trichet, le patron de la Banque Centrale Européenne. Il a eu l'audace de mettre tout de suite 100 milliards d'euros sur la table. Puis, il est parvenu à convaincre les pays membres de l'Union Européenne de consacrer 10% de leur PIB pour résoudre la crise. En 2008, l'économie redémarre (3% aux USA et 1,1% en France). 2009 et 2010 suivent la même pente ascendante. Toutefois, au second semestre 2011, le ralentissement de cette croissance, notamment en Amérique du Nord et en Europe, va provoquer un grand choc. Aux Etats-Unis, durant l'été, d'après discussions ont lieu sur le plafond de la dette publique. Barack Obama se confronte à la majorité républicaine au Sénat et annonce une réduction du déficit de 4000 milliards de dollars sur dix ans. Il a cédé aux groupes de pression du Tea Party, il n'y aura pas d'augmentation d'impôts, comme il le souhaitait. Ce bras de fer jette le doute sur les capacités du gouvernement américain à imposer son point de vue, les USA voient leur note dégradée par Standard and Poors, mais comme le relativise M. Lorenzi, cet épisode n'est pas déterminant, car les flux d'argent sont toujours attirés par les opportunités les plus sérieuses.

Cependant, la boîte de Pandore s'est ouverte, un des piliers du temple a été ébranlé et les marchés financiers ne retrouveront leur stabilité qu'après les élections de novembre prochain.

Seconde alerte, dès juillet 2011, une croissance mondiale qui dégringole, passant de 4,5% à 2,5%. L'Europe est touchée de plein fouet, elle est au bord de la récession et les USA souffrent, avec un taux de 2%. Les marchés de l'emploi sont de plus en plus difficiles à équilibrer. 150 000 personnes de plus se retrouvent au chômage en France et en 2012, la barre pourrait atteindre les 200 000. Le rythme de croisière s'affaiblit, les USA font preuve d'une certaine condescendance vis-à-vis de l'Europe, concernant la recapitalisation du système bancaire, Ceci afin de mieux cacher leurs propres problèmes domestiques, ironise M. Lorenzi, qui se penche ensuite sur la troisième secousse, en l'occurrence, la crise européenne. Le problème grec est symbolique. C'est une erreur de tout focaliser là-dessus, un leurre pour ne pas traiter les sujets essentiels. Il s'agit d'un pays insolvable, qui n'a pas intérêt à quitter la zone euro, point final, note-t-il. Les pertes grecques pour le système

bancaire français sont de l'ordre de 8 milliards d'euros, ce qui n'est pas insurmontable. On assiste à une certaine dramatisation. Pour les dettes primaires, le taux des OAT pour la France est d'environ 1,5%, ce qui n'est pas si mauvais.

COMBINER CROISSANCE ET RIGUEUR

Il faut surtout s'interroger sur la manière dont 2012 va se dérouler. Il y a 1600 milliards de dette publique en France, mais il faut être prudent, car la frontière entre dette publique et privée est très subtile. La question est de savoir comment la rembourser. En 2012, les Italiens devront payer 300 milliards et les Français 200 milliards. Les Britanniques, qui sont très surendettés, sont moins pénalisés, car il y a un étalement sur 10 ans. L'Espagne a rééquilibré ses comptes, mais au prix d'un chômage qui touche 25% de la population et le Portugal est sur la corde raide. Les dirigeants européens sauront-ils surmonter leur bras de fer sur les sanctions à prendre ? Nicolas Sarkozy semble séduit par la discipline de fer de Mme Merkel. Pour aboutir à un compromis viable, chacun devra mettre son orgueil dans sa poche, ne pas commettre les mêmes erreurs que dans les années 30. Il semble y avoir une unanimité européenne pour couper simultanément dans les dépenses. Un geste très louable, mais ne va-t-il pas nous faire perdre un point de croissance et nous entraîner dans la récession, s'inquiète M. Lorenzi, qui prône la prudence, bien conscient que les économistes, eux aussi, ont commis des erreurs. Ils n'ont pas vu venir le ralentissement économique, trop habitués au mécanisme du gagnant-perdant de la mondialisation. Or, dans nos pays développés, et particulièrement en France, il y a environ 13% d'exclus, et 20% perçoivent entre 0,5 et 1,5 fois le SMIC. Leur consommation se joue donc à 50 euros près. Il faut protéger ces revenus très fragiles pour eux même, mais aussi dans l'intérêt de l'économie en général, d'où la nécessité de maintenir une certaine croissance. Pour ce qui est de la réduction des déficits publics, les dispositifs doivent être avant tout apolitiques. Il est capital que les fonctionnaires se sentent vraiment responsables. Il faut gagner cent milliards d'euros sur cinq ans, cela passe par une réorganisation profonde de l'administration, comme en entreprise. Autre défi, le vieillissement de la population. Les seniors (plus de 60 ans) reçoivent 20% du PIB et 60% des transferts publics. Dans dix ans, les plus de 60 ans auront augmenté de 30%, il faut absolument inverser les flux en faveur des actifs, au niveau de la formation notamment, martèle M. Lorenzi, qui plaide également pour la réindustrialisation. Le grand emprunt, qui avait été lancé, était une bonne idée, car cela signifie que l'on se projette dans l'avenir. C'est l'absence de perspectives qui nous manque cruellement depuis

de nombreuses années. Notre jeunesse et notre épargne constituent deux atouts de poids. Une incitation fiscale pour investir dans une épargne à long terme garantie serait un choix judicieux, car c'est cela qui va aider à relancer la croissance. Il faut aussi de la rigueur et remettre de l'ordre dans les dépenses, dans la jungle des prêts emploi, RSE et autres RSA. C'est un désordre incroyable. Il est impératif de restructurer et de synthétiser le système, conclut M. Lorenzi.

Un débat riche et approfondi, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a prolongé l'exposé de Jean-Hervé Lorenzi.

François-Xavier Martin (Président de Crédit X Mines, Secrétaire Général, Trésorier de Géostratégies 2000) et Jean-Louis Pierrel (Responsable des Relations Universitaires IBM France, Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : *Que pensez-vous d'un grand emprunt auprès des particuliers ? Pourrait-on faire appel à une épargne européenne pour relancer l'économie ?*

Cela pourrait être une solution judicieuse. D'ailleurs, la Belgique a déjà suivi cette voie. Toutefois, il y aurait le risque de concentrer toute l'épargne sur le remboursement de la dette publique, et de freiner les investissements. Concernant l'épargne européenne, cela permettrait de renationaliser les dettes en Europe. C'est l'idée des Eurobonds, mais pour l'instant, M. Sarkozy et Mme Merkel n'y sont pas très favorables. Si un emprunt au taux de 4-4,5%, garanti sur 10 ans, était lancé, une étape supplémentaire serait franchie. On passerait à l'idée de solidarité de la dette entre les pays européens, ce qui est encore loin d'être acquis.

François-Xavier Martin : *Après le précédent grec, pensez-vous que les CDS (Credit Default Swap) sur dette souveraine ont encore une valeur ? Et les agences de notation ?*

Les CDS sont une sorte d'assurance par laquelle un établissement financier se protège du risque de défaut de paiement d'un crédit. Ce marché a explosé, car lorsque la santé d'un emprunteur se dégrade, le prix du CDS augmente. En 2007, leur valeur était de 45 000 milliards de dollars, cela pourrait monter à 62 000 milliards de dollars. Comme rien n'impose que l'une des deux contreparties ne soit réellement propriétaire des créances sous-jacentes, le système est devenu fou. La spéculation a enflé, il faut la supprimer. On peut garder les CDS, mais il faut les rendre transparents, organiser le marché, exiger des garanties.

Il faut interdire le fait que quelqu'un puisse jouer sans avoir le sous-jacent

Pour ce qui est des agences de notation, je ne pense pas qu'il faille les supprimer. Au contraire, j'en ajouterais cinq, dont le FMI. Ainsi, je disperse la notation. Je ne bloque pas le caractère de discipline, mais je donne plus de respiration.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) *Seriez-vous favorable à une agence de notation européenne ?*

Les gouvernements risqueraient de se montrer frileux, ils auraient peur qu'on ne leur reproche de mauvaises prévisions. Par ailleurs, le G20 et le FMI peuvent déjà donner leur notation.

Xavier de Villepin (Ancien Président de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces Armées du Sénat) : *Les Etats-Unis ne seraient-ils pas en meilleure forme que ce que vous nous avez décrit, notamment pour ce qui est du chômage ?
Faut-il revoir le rôle du FMI ? Pourrait-il intervenir dans la crise ?*

Il faut nuancer le jugement. Le taux de chômage est lié aux chiffres portant sur le retour au marché du travail, et cela peut fausser les statistiques. Cette année, la croissance américaine ne dépasse pas les 2%%, ce qui n'est pas une grande performance. Les Américains peuvent miser sur leur savoir faire technologique, mais seulement 5% de la population active travaille dans ce secteur. La désindustrialisation des USA est encore plus avancée que celle de l'Europe. De plus, le marché de l'immobilier n'a pas repris un véritable essor. Sur le plan psychologique, la situation est compliquée. Les Etats-Unis, même s'ils sont encore la première puissance mondiale, ne peuvent plus se poser en hyper puissance.

Concernant le FMI, Dominique Strauss Kahn en avait fait un instrument efficace. Mme Lagarde est une femme exceptionnelle, toutefois, on peut lui reprocher le fait de n'être pas réellement une économiste. Dans la crise, le FMI n'a pas un rôle majeur à jouer. Nous avons besoin d'une

stabilisation des flux commerciaux et des taux de change. Des mesures d'organisation sont indispensables. Elles doivent être basées sur un dispositif, qui a besoin d'un prêteur en dernier ressort, qui garantit le système pour surmonter le choc.

La politique de la FED m'inquiète quelque peu. En 2011, le dollar a eu des soubresauts brutaux et rien n'était prévu pour limiter ces fluctuations. Pour remédier aux crispations des organisations politiques, nous avons besoin d'une institution qui aide à la stabilisation, une sorte d'organisation économique fédérale. Par nature, je suis opposé aux sanctions économiques, mais en temps de crise, il en faut un minimum.

Nous avons certes besoin d'un prêteur en dernier ressort, mais je ne pense pas que le FMI puisse porter cette casquette.

Francis Babe : *Ne serait-il pas pertinent de réinventer un Commissariat au Plan ?*

Jean-Claude Tourneur (Rédacteur en chef de la Revue Enjeux) : *Pourquoi les économistes méprisent-ils les thèses économiques quelque peu iconoclastes d'Emmanuel Todd ?*

Emmanuel Todd est un essayiste brillant et sérieux, qui a souvent une posture que j'admire. Plus globalement, il faut redonner vie à l'imagination et à la création pour sortir de la crise. Le 1^{er} novembre 2008, lorsque l'économie s'est arrêtée, Nicolas Sarkozy a inventé, avec l'aide la Commission Européenne, une mécanique de 5 milliards d'euros pour soutenir les besoins en fonds de roulement. Cela a été capital. Nous devons également développer une vision cohérente pour la France. Prendre des initiatives sur les questions les plus délicates, comme l'arrivée des jeunes sur le marché du travail. Il faut absolument refaire de la prospective, penser l'avenir autrement, car un cycle vient de se terminer. Il faut favoriser l'innovation, produire à nouveau, mieux répartir les richesses et redonner de l'espoir à la jeunesse.

Marie-Clotilde Hingray
Propos non relus par intervenant.

ONT COLLABORÉ A CETTE LETTRE, OUTRE LES INTERVENANTS DANS LES DÉBATS :

Marie-Clotilde Hingray/Paul Rechter /Jean-Louis Pierrel

geostrategies2000@gmail.com